

NAISSANCE, AU «BOSTON», À BRUXELLES, DU COMITÉ ALGÉRIEN DE SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI

Solidarités citoyennes actives

A l'initiative de citoyens algériens installés en Belgique, une association de droit belge de solidarité avec le peuple sahraoui a été, officiellement, constituée hier au «Boston» à Bruxelles.

De notre bureau de Bruxelles, Azizou Mokhtari

Etaient présents à la cérémonie, Pierre Galand, sénateur et président des comités européens de soutien au peuple sahraoui, Mohamed Sidati, ministre représentant le Polisario en Europe. M. Mustapha Benhalima, coordinateur du comité, s'est dit «fier de perpétuer la longue tradition de solidarité de l'Algérie avec les peuples opprimés et qui luttent pour leur indépendance».

Pour, ensuite, dire «notre association inscrira ses efforts dans cette démarche globale des mouvements des sociétés civiles qui expriment leur soutien, régulièrement et de façon organisée, au peuple sahraoui».

Celui qui a été élu président du Comité algérien de Belgique de solidarité avec

les Sahraouis a, ensuite, permis à M. Pierre Galand, sénateur et président de l'Eucoco (réseaux de solidarités actives avec le peuple sahraoui) de s'exprimer.

M. Galand s'est dit «très heureux de la naissance de cette nouvelle structure». Pour, selon lui, plusieurs raisons, dont la moins importante n'est pas celle de «mobiliser» et «sensibiliser» les opinions publiques belge et européenne au «dernier cas de décolonisation en Afrique».

Le président de l'Eucoco a promis «d'aider» le nouveau comité pour, très rapidement, lui permettre l'insertion dans le vaste réseau de solidarité européen et mondial qu'il préside. Dès les 8 et 9 avril prochains, des représentants de la nouvelle association, dont son pré-



Pierre Galand.

sident, Mustapha Benhalima, participeront aux manifestations et rencontres prévues dans la capitale européenne pour rappeler à «l'Europe ses obligations et son devoir» envers le peuple sahraoui.

En effet, la semaine prochaine, Bruxelles sera, pendant deux jours, capitale «sahraouie». Dans les agendas de plusieurs personnalités européennes de la Commission, du Conseil ou du Parlement, sont inscrits des rendez-vous avec

des représentants du Polisario et des délégués des comités de soutien européen aux populations sahraouies.

M. Mohamed Sidati, ministre représentant le Polisario en Europe, a relevé, tout en le félicitant, que cette «association contribuera, sans aucun doute, à participer à l'élan mondial de solidarité avec notre peuple». Surtout, a relevé, le responsable sahraoui, en ces moments où la puissance occupante de

notre territoire, le Maroc, «redouble de férocité et de sauvagerie dans la répression de nos compatriotes vivant sous le joug de la colonisation».

Après les 8 et 9 avril, les membres du bureau du Comité algérien de Belgique de soutien au peuple sahraoui établiront un plan d'action précis qui sera, dès son adoption, rendu public. Il va sans dire que ce programme s'articulera autour d'activités concrètes (accueil d'enfants sahraouis en Belgique, organisation de manifestations culturelles à thématiques sahraouies, conférences, séminaires d'explication, récolte de dons en faveur des Sahraouis, des camps de réfugiés...)

Inscrivant son itinéraire dans la durée, l'association se fixe aussi comme objectif de susciter et de permettre des jumelages de municipalités de Belgique avec des campements

sahraouis. Signalons, à cet égard, que plusieurs bourgmestres (équivalents de maires en France) se sont, à plusieurs reprises, dits favorables à ce genre d'initiatives.

L'autre aspect de l'action du comité aura trait, et ses principaux animateurs nous l'ont confirmé, hier au «Boston», à la sensibilisation et à la mobilisation des opinions publiques belge et européenne sur le dossier sahraoui.

Les Algériens de Belgique veulent, à ce niveau, tenter de contrebalancer l'incroyable machine de propagande marocaine qui, ces derniers temps, a mis en branle un dispositif des plus performants pour, coûte que coûte, impliquer l'Algérie dans l'affaire sahraouie. A terme, il est envisagé la création d'une fédération du Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) des comités de soutien au peuple sahraoui.

A. M.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU SYNDICAT ALGÉRIEN DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

«Encourager la production nationale du médicament contribuera à la relance du secteur»

Lors d'une conférence de presse qu'il a animée hier au siège du Saip, son président le Dr Djebbar, P-dg du laboratoire Lad Pharma, est revenu sur l'état des lieux de l'industrie pharmaceutique en Algérie.

Le Dr Djebbar a de ce fait rappelé que le secteur est toujours le parent pauvre de la santé, une situation que les producteurs de médicaments ne s'expliquent pas. «Après 23 ans d'expérience, nous réitérons nos propositions quant à la relance de la production nationale. Une relance qui, nous en sommes convaincus, va décider les plus incertains à venir investir en Algérie comme c'est le cas en Tunisie et au Maroc. Nos revendications sont légitimes, elles se résument en deux points : nous demandons que les médicaments que nous fabriquons soient remboursables, quand on sait que, sur les 50 produits réalisés par notre labo, seuls 20 le sont.

En tant que producteurs, nous proposons aussi que l'Etat dresse des garde-fous pour protéger la production locale.» Il insistera aussi sur l'anarchie qui règne en matière d'importation. Il précisera à cet effet que beaucoup de médicaments ne sont pas utiles puisque des laboratoires algériens comme L.A.M ou Saidal sont capables d'en fabriquer.



Une régulation du secteur fait défaut.

Les représentants de ces deux laboratoires abondent dans le même sens en précisant : «Il est aberrant que l'on importe des vitamines que nous pouvons fabriquer chez nous alors que les médicaments pour les cancéreux ne sont pas importés ; sans compter que les produits des importateurs sont remboursés.»

Le Dr Djebbar va dans le même sens en signalant qu'«il est inconcevable que l'on encourage des importateurs purs et durs ou ceux qui font dans le conditionnement au détriment des fabricants qui investissent et qui, de surcroît créent des postes d'emploi chez

nous». Il ne manquera pas, par ailleurs de saluer la décision du ministère de la Santé qui a instruit les fabricants de médicaments de produire 45% de générique, de même que l'exigence d'une représentation officielle en Algérie du laboratoire importateur des produits. «C'est une décision sage, et une preuve que la direction de la santé œuvre pour un début d'assainissement, nous assistons à une meilleure prise en charge du secteur de l'industrie pharmaceutique. Néanmoins, une régulation du secteur fait réellement défaut. Notre souhait aujourd'hui, c'est qu'il y ait une prise de conscience

du gouvernement sur notre situation. Notre objectif c'est de relever notre économie».

La problématique de la formation a suscité un débat entre les représentants des trois fabricants locaux. «L'université ne forme pas de cadres dans cette spécialité selon les besoins des fabricants. La passerelle n'est pas encore jetée. C'est pourquoi nous nous retrouvons par exemple sans spécialistes dans la manipulation de nos machines. Un séminaire dans ce sens sera d'ailleurs tenu au mois de mai à Constantine», note-t-elle le représentant de Saidal.

N. Y.

MASCARA Destruction de 25 tonnes de viande blanche

Une saisie d'une importante quantité de viande blanche a été opérée il y a quelques jours dans un entrepôt frigorifique de la localité de Bouhenni, dans la daïra de Sig. Les résultats des analyses révéleront que la volaille était impropre à la consommation.

Les services de commerce et autres organismes concernés ont procédé à son incinération hier matin. A quel dessein était entreposée cette quantité, sinon pour être mise sur le marché et par conséquent nuire à la santé des consommateurs. Face à des gens cupides qui ne reculent devant rien, il y a plus que jamais urgence à se mobiliser pour mettre un terme à ces pratiques. Cette situation interpelle tout le monde, à commencer par le consommateur.

Les journées d'information sur la protection du consommateur organisées circonstanciellement ont souvent abouti à des échecs. Ce sont l'incivisme et le laxisme qui donnent lieu à ce genre de situation. Les fraudeurs doivent être combattus.

M. Meddeber